Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 43 (1951)
Heft: 8

Artikel: Le mouvement syndical ouvrier en Europe
Autor: Schevenels, Walter
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384722

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le mouvement syndical ouvrier en Europe

Par *Walter Schevenels*

De façon générale, les origines du mouvement syndical ouvrier moderne en Europe datent de la seconde moitié du XIXe siècle, sauf en Grande-Bretagne où l'action syndicale débute dans la période de 1824 à 1830. Jusqu'au début du XXe siècle, le développement du syndicalisme européen, même en Angleterre, fut extrêmement lent et la plupart des syndicats d'ouvriers de métiers créés au cours de cette première période de cinquante ans n'eurent qu'une existence éphémère. L'action syndicale de cette période héroïque était surtout une révolte contre les conditions de vie intolérables du régime capitaliste de cette époque. Les méthodes de lutte employées étaient souvent violentes, à cause du désespoir des ouvriers et de leur impuissance à se libérer par d'autres moyens.

Les premiers syndicats étaient composés exclusivement de travailleurs qualifiés d'un même corps de métier. Souvent, le syndicat n'existait que pour préparer une action revendicatrice et disparaissait après la victoire ou la défaite.

Ce n'est que vers le début du XXe siècle que l'on peut réellement parler d'un développement notable du mouvement syndical européen. Entre temp, l'élément militant des syndicats de métiers avait pris conscience du fait que l'action syndicale demeurerait impuissante et incapable d'atteindre les buts pourtant très limités que s'étaient donnés ces premiers syndicats, s'ils ne se groupaient pas dans des fédérations ou des centrales et s'ils n'organisaient pas en même temp les ouvriers et ouvrières non qualifiés.

Dès avant 1914, des fédérations d'industrie et des confédérations nationales s'étaient constituées dans la plupart des pays européens.

Au cours de cette même période, l'action syndicale prit d'autres formes. En améliorant les conditions de travail par l'augmentation des salaires, la réduction des heures de travail, un traitement plus humain dans les usines, par l'introduction des premières mesures de protection sociale, telles que l'interdiction du travail des enfants et du travail de nuit pour les femmes, nombre de nouveaux problèmes se posaient aux syndicats.

En premier lieu, dans la mesure où les travailleurs acquirent plus de droits dans la société, ils se rendirent compte de l'infériorité dans laquelle l'Etat capitaliste les maintenait. Les syndicats eurent à mener une lutte constante contre les gouvernants de cette époque pour obtenir, en tant que citoyens et en tant que travailleurs, l'égalité des droits que la loi avait jusque-là refusée.

La lutte syndicale se dirigeait, d'autre part, contre le patronat capitaliste, pour aider les travailleurs à conquérir une part plus équitable du produit de leur travail et un traitement plus conforme

à leur dignité humaine. Les grèves violentes devinrent l'exception et firent place aux négociations entre patrons et syndicats ouvriers. Les premières conventions collectives furent conquises de haute lutte.

En négociant ces conventions collectives, les syndicats sentirent tôt le besoin de mieux connaître leurs industries et les faits économiques qui déterminent la force relative des deux parties adverses, le patronat et les travailleurs. De là, la création de centres d'éducation pour former des militants compétents et capables d'accomplir ces nouvelles tâches de l'action syndicale.

De là, également, les efforts entrepris pour établir, au delà des frontières, des associations avec les travailleurs des autres pays appartenant au même corps de métier ou à la même industrie et, en même temps, pour créer une fédération internationale qui grouperait toutes les industries et tous les pays indistinctement, donnant ainsi expression à ce sentiment de solidarité internationale qui animait déjà, depuis 1848, les premiers pionniers de l'internationalisme ouvrier.

A la veille de la guerre de 1914, il y avait six millions de travailleurs européens groupés dans seize centrales nationales et vingt-quatre fédérations professionnelles groupant les travailleurs par industrie ou par métier.

La force du mouvement syndical était en majeure partie représentée par les ouvriers industriels. Le syndicalisme avait à peine touché les masses de travailleurs agricoles. Et, parmi les employés et fonctionnaires, les préjugés contre les ouvriers et contre leur lutte révolutionnaire étaient si forts qu'ils les empêchaient de se tourner vers le syndicalisme pour atténuer les misères et l'exploitation qu'ils subissaient au même titre que les travailleurs industriels, mais qu'ils s'évertuaient à cacher sous leur col amidonné et leurs manchettes.

La guerre de 1914-1918 jeta le plus grand trouble dans l'organisation syndicale. Sur le plan général, le mouvement syndical d'avant 1914 s'était donné comme idéal la lutte pour la paix entre les peuples, pour la liberté de l'être humain et l'émancipation sociale et culturelle du travailleur. Le nationalisme exacerbé par la guerre semblait avoir détruit cette première construction fragile du mouvement international pour la réalisation d'un monde meilleur.

Mais, en 1919, une réaction salutaire se produisit dans les esprits et le mouvement syndical connut un essor sans précédent dans tous les domaines. De six millions en Europe, les effectifs atteignirent bientôt vingt millions. Des catégories de travailleurs qui étaient restés indifférents aux idées syndicales, tels que fonctionnaires, employés de bureau et de commerce, et même les ouvriers agricoles, rejoignirent en grand nombre les syndicats.

Malheureusement, plus tard, l'enthousiasme de ces premières années se refroidit, et les crises sociales et économiques se succédant, certaines de ces jeunes organisations de travailleurs agricoles, de fonctionnaires et d'employés ne purent résister aux revers de l'action syndicale et sociale que le mouvement syndical connut dans la période entre les deux guerres mondiales.

Par contre, l'ensemble du mouvement syndical s'affirmait avec force dans presque tous les domaines de la vie publique. Sur le plan purement syndical, le standard de vie des travailleurs fut en général sensiblement amélioré. Ils eurent leur mot à dire dans l'économie et dans nombre de pays ils obtinrent, sous une forme ou une autre, une représentation au sein de l'usine.

Dans le domaine social, des progrès nationaux et internationaux remarquables furent accomplis. Le fait le plus important fut la création, en 1919, du Bureau international du travail, à Genève, qui doit son existence, son développement et une grande partie de ses succès à l'effort du mouvement syndical. Par ses conventions et recommandations internationales, le B. I. T. réussit à consolider les conquêtes sociales ouvrières et à répandre, dans les pays peu développés, les notions de progrès social que la faiblesse syndicale ne serait pas parvenue à y faire pénétrer.

Même dans le domaine politique, le mouvement syndical d'entre les deux guerres joua un rôle important, que ce soit dans l'action pour le désarmement ou dans la lutte contre le fascisme.

Les revers que le mouvement syndical européen connut vers 1931, suite à la crise économique mondiale et à l'avance du fascisme, se traduisirent jusqu'en 1934 par une baisse assez sensible des effectifs et un affaiblissement marqué de son action offensive.

Vers 1934, cependant, un renversement général se produisit en Europe comme dans le reste du monde. L'ampleur et l'imminence du danger fasciste, intérieur et extérieur, avait réveillé les esprits, et c'est une véritable mobilisation des forces démocratiques des nations européennes restées libres qui eut lieu pour la défense de la liberté des peuples. En se plaçant à nouveau à la pointe du combat pour la défense des conditions de vie et de progrès social, ainsi que des libertés humaines et de la démocratie, le mouvement ouvrier redonna confiance et courage aux masses ouvrières qui affluèrent aux syndicats. Les effectifs remontèrent à huit millions et demi en 1934 à seize millions en 1939.

C'est ainsi que dans la deuxième guerre mondiale, les deux camps en présence n'étaient plus divisés par des passions nationalistes comme en 1914, mais qu'ils luttèrent pour deux conceptions diamétralement opposées: la dictature fasciste et la démocratie. Les travailleurs organisés, attachés à l'idéal de la liberté et de la démocratie, se trouvèrent cette fois-ci tous dans le même camp, de telle sorte que les organisations syndicales, là où elles étaient encore

libres, continuèrent d'assumer leur fonction normale, tout en soutenant jusqu'à l'extrême l'effort de guerre.

En 1945, à la fin des hostilités, toutes les forces syndicales du monde, plus fortement que jamais convaincues de la nécessité de l'unification syndicale mondiale, tentèrent avec une ardente confiance cette expérience; la grande majorité des militants syndicaux oublièrent volontairement les amères déceptions qu'ils avaient connues entre les deux guerres, quand les communistes essayèrent de s'emparer des organisations syndicales, alternativement par l'unité d'action, le noyautage, le sabotage ou la lutte ouverte.

Malheureusement, malgré les apparences d'une communauté d'intérêts pendant la guerre, les chefs du Kremlin n'avaient pas abandonné leur tactique et leurs buts tendant à soumettre d'abord les masses ouvrières, et ensuite les peuples dans leur ensemble, à la domination partisane du communisme russe.

Après quelques essais infructueux de concilier les conceptions démocratiques et libres avec celles du syndicalisme autoritaire, les organisations ouvrières libres durent se séparer des communistes, tant sur le plan national que sur le plan international. Les forces syndicales démocratiques se regroupèrent dans la Confédération internationale des syndicats libres, qui créa, à la fin de l'année 1950, l'organisation régionale pour l'Europe, groupant vingt centrales dans dix-huit pays européens, avec un effectif dépassant aujourd'hui vingt et un millions de membres.

Bien entendu, les tâches traditionnelles de l'organisation syndicale ouvrière continuent d'occuper la première place dans les activités quotidiennes des militants, à savoir: défense des salaires et des autres conditions de travail, élargissement du droit ouvrier dans l'entreprise comme dans l'Etat, consolidation du droit d'association sur le plan national et international.

Mais de nouvelles questions, telles que la sécurité sociale, le plein emploi et une responsabilité syndicale dans l'organisation rationnelle de l'économie nationale et internationale, allaient bientôt s'imposer à l'attention des militants syndicaux. Elles prirent une importance croissante au fur et à mesure que le monde, et surtout les pays libérés par la victoire des Alliés, affrontaient les problèmes de relèvement économique. Bien qu'avant la guerre déjà la lutte pour l'amélioration des conditions de travail était liée à la notion de sécurité sociale et de plein emploi, il n'en est pas moins vrai que c'est surtout depuis la deuxième guerre mondiale que les travailleurs se sont rendu compte avec plus de force que jamais que l'amélioration de la condition ouvrière était étroitement liée à la prospérité nationale qui, elle, dépend d'une bonne organisation économique, d'une production constamment en progrès, donc d'un accroissement continu de la productivité. Il est donc logique de s'efforcer d'abord d'accroître la production totale des biens dans

une collectivité quelconque, ces efforts se développant sur une variété de plans qu'il importe d'adapter et d'accorder avec intelligence. Ce n'est qu'après avoir créé, par les efforts de tous, le maximum de biens et de services que la question se pose de savoir quelle part en revient à chaque section de cette collectivité.

Non seulement ces idées sont acceptées par une grande partie de l'opinion publique, y compris les syndicats libres, mais elles sont à la base même de tous les plans de relèvement économique en Europe et ailleurs. Il est à noter, en outre, que les Etats-Unis d'Amérique, en décidant d'aider au relèvement de l'Europe, avaient reconnu qu'à la longue ils ne pourraient maintenir leur propre niveau de prospérité et leur propre standard de vie que dans la mesure où les autres parties du monde se rapprocheraient à un rythme plus ou moins rapide de ce niveau de vie américain.

Après l'aide économique et financière directe accordée dès 1944 à un grand nombre de pays où la détresse était la plus grande, les Etats-Unis offrirent en 1947 une aide plus systématique à l'Europe pour assurer de façon durable son relèvement social et économique.

C'est d'ailleurs la mise en application de cette assistance financière appelée Plan Marshall qui précipita la rupture entre les forces syndicales soumises aux mots d'ordre du Kremlin et celles d'inspiration démocratique.

Les plans de conquête du communisme impérialiste ne s'accommodaient pas d'un relèvement social et économique des pays d'Europe et encore moins de la création d'une Europe unifiée dont la puissance économique serait décuplée et le standard de vie amélioré, à tel point que la démagogie communiste n'y aurait plus aucune prise sur les masses.

C'est pourquoi le Kremlin interdit d'une façon catégorique aux pays d'Europe orientale, c'est-à-dire les soi-disant démocraties populaires, sous dictature communiste, d'accepter l'aide américaine pour leur prompt relèvement social et économique. C'est aussi pourquoi les organisations communistes d'Europe occidentale, obéissant aux diktats de Moscou, mirent tout en œuvre pour empêcher le succès du Plan Marshall, ayant recours au sabotage et même aux attentats. Cette attitude des communistes en Europe a révélé d'une façon éclatante le vrai visage et les véritables intentions du communisme russe. Il ne peut y avoir un seul militant ouvrier des pays libres d'Europe qui ait conservé une illusion quelconque sur les buts impérialistes du maître de Moscou. Ce que le Kremlin veut, c'est créer le désordre économique, le désarroi moral, la misère et le désespoir dans les masses pour pouvoir les subjuguer et s'en servir pour établir ce qu'il appelle la dictature prolétarienne, et qui n'est en réalité que la dictature d'un clan politique. Il n'y a pas de compromis possible entre le syndicalisme libre et les protagonistes du totalitarisme. L'ennemi N° 1 que les communistes veulent abattre et

détruire est et demeure le syndicalisme libre et démocratique. Il n'y a pas d'alternative. La lutte contre le sabotage économique avoué des communistes en Europe occidentale est une nécessité pour la défense des libertés démocratiques et de l'indépendance des peuples.

Mais cette lutte, même victorieuse, contre les efforts communistes de sabotage du relèvement économique des pays européens ne suffit pas pour résoudre les problèmes sociaux et économiques qui se posent avec urgence. Dès qu'on s'attela, en 1945, à la reconstruction de l'Europe, on s'aperçut qu'il ne suffisait pas de relever les ruines, de remettre en état les industries, le commerce, les transports, les rouages administratifs des Etats. La restauration de la situation existant en 1939 ne pouvait pas résoudre les nouveaux problèmes que confrontait l'Europe. En premier lieu, les moyens techniques restés disponibles n'auraient pas suffi à réparer les dommages, reconstituer l'outillage national et, en même temps, satisfaire les besoins sociaux et culturels de la population, même au niveau d'avant 1939. A quoi il faut ajouter que depuis la guerre les besoins des populations se sont accrus et que les peuples aspirent à travers le monde à des standards de vie plus élevés que ceux de 1939. Tout le monde reconnaît aujourd'hui qu'aucun pays européen n'est et ne sera jamais capable, par ses seuls moyens, de maintenir sa place dans l'économie mondiale. Même en utilisant les techniques de production les plus modernes, l'Europe, si elle reste divisée en vingt compartiments économiques distincts, ne peut pas suivre le progrès social et économique à l'allure que lui donnent les Etats-Unis d'Amérique. Dans la plupart des pays européens, un considérable effort a été réellement fait dans ce sens et certains d'entre eux ont consenti de lourds sacrifices pour réussir. Incontestablement, la productivité et la production totale se sont sensiblement accrues, grâce à l'application des techniques modernes à l'intérieur des frontières nationales. Malheureusement, on est forcé de constater que pendant ces cinq années d'efforts, la progression a été de beaucoup trop lente pour être vraiment efficace. C'est à peine si les déficits de la balance commerciale commencent à se résorber. Ce qui est plus grave, c'est que le standard de vie des populations européennes ne s'est pas amélioré, que le problème du logement attend encore un commencement de solution et que les investissements indispensables ne se font pas. L'on pense avec grande inquiétude au moment où l'aide américaine s'arrêtera.

Non, ni les méthodes économiques ni les solutions sociales appliquées par les pays d'Europe occidentale à l'intérieur de leurs frontières actuelles ne conviennent pour faire face à la situation présente et future. Si l'on continue à suivre la voie actuelle, l'Europe verra se perpétuer sa crise sociale et économique.

Que dire alors d'un autre danger immédiat, auquel il faut faire face? L'Europe doit non seulement s'armer moralement contre

toute entreprise politique communiste, en améliorant sensiblement la situation sociale de ses populations, mais elle doit aussi dans l'immédiat renforcer ses moyens matériels de défense, afin de parer victorieusement une agression militaire éventuelle déclenchée par Moscou. Selon des compétences en cette matière, les pays d'Europe occidentale doivent et devront encore pendant quelques années consacrer entre 10 et 20% de leur revenu national à la production de ces moyens de défense et la question se pose de savoir comment il est matériellement possible de répondre simultanément et sans délai à ces deux impératifs, à savoir: amélioration du standard de vie des populations et consolidation du système de défense de l'Europe occidentale. La seule réponse complète aux problèmes économiques d'aujourd'hui, c'est l'organisation de la production à l'échelle continentale, c'est la création d'un marché unique européen, qui permettrait la simplification, la standardisation et la spécialisation de la production, qui sont seules capables de donner plein effet aux nouvelles techniques et méthodes de travail, visant au maximum de résultats pour un minimum d'efforts. C'est cela qu'ont voulu et que veulent encore le Plan Marshall, le Plan Schuman et tous les autres projets de coordination ou de gestion collective de certaines activités économiques européennes, telles que l'agriculture, les transports, l'électricité, les textiles, le pétrole, l'aviation civile, etc. Il va de soi que dans l'ensemble les organisations syndicales libres d'Europe soutiennent activement ces efforts d'unification européenne, car l'esprit et la pratique de solidarité internationale fait, depuis toujours, partie intégrante de leur morale, de leurs traditions et de leurs programmes. Depuis de longues années, les organisations syndicales des pays scandinaves pratiquent cette coopération sociale et économique. Ce sont surtout les travailleurs organisés qui, après la guerre, ont animé les efforts vers une entente sociale et économique entre les pays du Bénélux et qui ont préparé la voie vers la réconciliation et l'entente entre la France, l'Italie et l'Allemagne. Etant réalistes par nécessité dans l'accomplissement de leur travail quotidien, ils savent aussi se contenter de conquêtes limitées, mais réalisables dans l'immédiat. Ils participent donc volontiers à la réalisation de solutions partielles, à condition que celles-ci mènent vers le but final, l'unité européenne et servent l'objectif principal qui est l'amélioration de la condition humaine. Leur contribution sera d'autant plus précieuse qu'en plus du dynamisme avec lequel ils participeront à la réalisation de l'idée européenne, ils apporteront une expérience déjà riche et des connaissances techniques appréciables. En effet, la physionomie du mouvement syndical européen s'est profondément modifiée au cours des dernières années. Non seulement le niveau d'instruction générale et d'éducation des masses ouvrières en particulier s'est élevé considérablement depuis 1919, mais des dizaines de milliers de militants syndicaux exercent depuis

des années des fonctions économiques plus ou moins importantes, telles que délégués syndicaux à l'usine, membres des conseils d'entreprise, des commissions paritaires ou des commissions nationales économiques, experts dans des délégations nationales. C'est une préparation excellente au rôle que sont appelés à jouer les représentants syndicaux dans les nouveaux organes de gestion européenne.

Un autre fait, pour le moins aussi important, a marqué l'évolution récente du syndicalisme en Europe. Les cadres et les techniciens des divers secteurs économiques, industrie, commerce, agriculture, transports, finances, etc., sont maintenant entrés dans la voie du syndicalisme. C'est depuis 1936 que les cadres sont entrés en masse dans l'action syndicale. Certes, il y avait avant 1936, par-ci par-là, dans les pays européens et aux Etats-Unis des techniciens, des travailleurs scientifiques, des experts économistes qui avaient adhéré à l'un ou à l'autre syndicat ouvrier. Mais c'est surtout dans la période la plus critique, où le danger fasciste menaçait sérieusement la liberté humaine, qu'un choc psychologique se produisit parmi les techniciens, les cadres, les employés supérieurs, faisant spontanément naître ce sens de l'intérêt commun, les poussant à s'unir pour la défense de la collectivité. L'idée syndicale toucha ces catégories de travailleurs qui avaient été jusqu'alors indifférents ou même hostiles. Dans certains pays, l'adhésion se fit directement aux fédérations syndicales professionnelles existantes. Des sections spéciales pour les cadres et les techniciens y furent évidemment créées à cet effet. Dans d'autres pays, les techniciens et employés supérieurs constituèrent leurs propres fédérations indépendantes. Le fait reste qu'un pourcentage important d'ingénieurs et de techniciens trouvèrent le chemin de l'organisation syndicale, même si celle-ci ne devait pas s'associer partout étroitement à l'organisation syndicale ouvrière traditionnelle. Dans l'un et l'autre cas, la coopération entre militants ouvriers et techniciens organisés pour la réalisation par étapes de l'unification européenne est assurée. Elle est déjà acquise pour le Plan Marshall et le Plan Schuman. Nul doute qu'elle ne s'établisse également pour tous les autres projets d'unification européenne pour le plus grand bien de la collectivité. C'est dire qu'ensemble les travailleurs et techniciens organisés seront à même de tenir leur place dans les organismes de gestion économique des collectivités européennes, en face des gouvernants et des employeurs.

Ce sont également les organisations syndicales d'Europe qui apporteront la contribution la plus positive et la plus constructive à la réalisation de l'unification économique et, plus tard, à l'unification politique de l'Europe, qui n'est elle-même qu'une étape vers la réalisation plus lointaine de la communauté des peuples du monde entier, qui pourra enfin assurer le bien-être de tous et de chacun, dans la liberté, la justice et la paix, idéal suprême du mouvement syndical international.